

Commune de **VIENNE**

Vienne
Condrieu
Agglomération

Vienne
Qualité de VILLE



Plan Local d'Urbanisme

**Modification de droit commun n°2
Dossier d'enquête publique**

Avis des personnes publiques associées

Vienne Condrieu Agglomération
Thierry KOVACS, Président
30 Avenue du Général Leclerc
Espace Saint Germain - Bâtiment Antares
38200 VIENNE

Villefontaine, le 18 décembre 2024

Objet : Avis de la CCI Nord Isère – modification n°2 PLU de la commune de Vienne

Monsieur le Président,

La CCI Nord Isère a bien pris connaissance de la modification n°2 du PLU de Vienne et n'a pas d'observation à formuler.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Christophe CARRON
Président



Marie-Laure JAS
Service aménagement Nord-Ouest
Unité Aménagement Territorial
Chargée de mission en aménagement territorial

Grenoble, le **10 JAN. 2025**

La préfète
à
Monsieur le Président de Vienne Condrieu
Agglomération

Objet : Avis de l'État sur la modification n° 2 du plan local de l'urbanisme (PLU) de Vienne
Réf : D-SANO-2024-236

Par mail du 18 novembre 2024, vous m'avez transmis le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme de la commune de Vienne conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du code de l'urbanisme.

Cette modification a pour principaux objectifs :

- d'apporter des adaptations techniques au règlement notamment sur les dispositions concernant les dispositifs d'énergie renouvelable, l'implantation des piscines, les modulations de hauteurs en zone Ua, la mise à jour des emplacements réservés.
- d'intégrer des règles de préservation des espaces arborés dans les zones U et AU.
- d'améliorer l'opérationnalité de la reconversion de certaines friches industrielles de l'espace urbain (modification du zonage et du règlement pour la friche Béal et Vienne Sévenne).
- de réajuster certains zonages du PLU à la réalité des tissus urbains (meilleure prise en compte des risques naturels et des difficultés de circulation) en modulant le Coefficient d'Emprise au Sol (CES) et la surface de pleine terre (création de sous-secteurs Uba, Uc et Uca).
- de réajuster le zonage du PLU afin d'unifier le zonage du futur musée départemental.
- de confirmer les orientations de préservation des espaces de production agricole par un meilleur encadrement des projets photovoltaïques en zones A et N.
- d'intégrer les modifications de la charte colorimétrique des devantures commerciales.

À l'issue de l'analyse réalisée par les services de l'État, j'émet **un avis favorable** sur le projet de modification du PLU assorti des remarques suivantes :

Remarque n°1 : concernant la modification du règlement de l'article « 2.2 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère » des zones Ua, Ub, Uc, 1AUa, 1AUc, 2AUc, A et N, il conviendrait de définir l'« intégration paysagère » mentionnée pour l'installation des panneaux solaires en façade en précisant les objectifs de la règle et les règles qualitatives (sous forme de schéma, par exemple).

Remarque n°2 : concernant la formulation des protections paysagères identifiées au titre de l'article L151-19 et le renforcement des règles de préservation des espaces arborés dans les zones U et AU, une nouvelle règle est intégrée pour toutes les zones du PLU qui consiste à préserver tout arbre ou ensemble végétalisé remarquable. Il conviendrait de définir « Tout arbre ou ensemble végétalisé remarquable par la taille de l'arbre, son essence ou par la densité végétale [...] ».

Remarque n°3 : concernant la modification du règlement graphique et des règles associées, une gradation est prévue pour les zones Ub et Uc. Elle consiste à diviser la zone Uc en 2 sous-secteurs, en créant une zone Uca plus contraignante que la zone Uc par le renforcement du coefficient d'emprise au sol (CES) et de la surface de pleine terre. Ces 2 sous- zones concernent des secteurs pavillonnaires où des enjeux d'accès, de réseaux et de paysages sont présents. La modification permet d'affiner le zonage en zone UC. Toutefois, les secteurs Charlemagne et Malissol, bien desservis en transport en commun pourraient être conservés en zone Uc.

Pour la zone Uba, située dans les secteurs de vallée à proximité du centre-ville, la modification permettra de maintenir un cadre vert grâce à une densification douce. Il est prévu de réduire la hauteur maximale de l'habitat à 12 m et d'augmenter la surface minimale de pleine terre à 250 m². Il conviendrait d'intégrer, d'une part, la surélévation des bâtiments pour permettre la bonne prise en compte du risque inondation. D'autre part, il serait pertinent d'introduire des règles dérogatoires pour permettre l'évolution limitée des bâtiments existants.

Depuis le 1er janvier 2023, le caractère exécutoire du document est conditionné à sa publication sur le Géoportail et à sa transmission au préfet. L'affichage de la délibération pendant un mois minimum et la publication dans un journal local d'annonces légales restent néanmoins toujours nécessaires.

Mes services et plus particulièrement la Direction Départementale des Territoires (service aménagement nord-ouest) restent à votre disposition pour vous aider à prendre en compte ces réserves ainsi que les remarques formulées lors de l'enquête publique.

La préfète

Catherine SEGUIN



Vienne Condrieu Agglomération
Monsieur le Président
Affaire suivie par M. Buzolich
Espace Saint-Germain – Bâtiment Antarès
30 avenue Général Leclerc BP 263
38217 Vienne cedex

Vienne, le 12 Décembre 2024

Objet **Consultation sur le projet de modification n°2 du PLU de Vienne**
Ref. **PDL/CL/AM 24 12 C 058**

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu les documents de la modification n°2 du PLU de Vienne en date du 18 novembre 2024 et je vous en remercie.

Après analyse du dossier, je vous informe que ce projet de modification n°2 est compatible avec le SCoT

Pour rappel, le dossier transmis concerne les points suivants :

- L'adaptation du règlement pour les dispositifs d'énergies renouvelables, les piscines, les hauteurs de la zone Ua, la végétalisation des espaces bâtis,
- L'adaptation des règles pour intensifier la préservation des espaces arborés,
- L'adaptation du règlement pour permettre la mutation d'ancien site industriel et zones multifonctionnelles
- L'ajustement du zonage des zones Ub et Uc,
- La mise à jour des emplacements réservés,
- L'implantation d'un nouveau musée,
- L'adaptation du règlement des zones A et N pour un meilleur encadrement des projets photovoltaïque,
- L'adaptation du zonage et du règlement du secteur urbain Vienne Sévenne pour s'adapter à l'évolution du projet,
- L'adaptation mineure du règlement,
- L'intégration d'une nouvelle charte colorimétrique des devantures commerciales.

Concernant cette modification, plusieurs propositions d'ajustement du règlement écrit ou de zonage participent à affiner la ventilation des objectifs de densification de la ville en renforçant les hauteurs possibles sur Vienne Sévenne et en zone Ua et en accentuant la préservation des espaces végétalisés (augmentation des coefficients de pleine terre, protection des arbres) dans les secteurs pavillonnaires notamment du

plateau et sur les faubourgs sud de la ville. Ce travail compatible avec le Scot pourra être enrichi avec l'étude de densification des espaces peu dense qui va être conduite en 2025 par le SMRR.

Nous vous invitons à venir présenter à l'occasion d'un bureau syndical, le travail riche conduit pour l'aménagement du quartier Vienne Sevenne afin de partager votre expérience auprès des élus.

L'ensemble des points présentés n'appellent pas de remarques particulières du syndicat mixte des Rives du Rhône.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Philippe DELAPLACETTE
Président du Syndicat Mixte des Rives du Rhône





Vienne Condrieu Agglomération
Espace Saint Germain Bâtiment Antarès
30, avenue Général Leclerc
38200 VIENNE

A l'attention de Monsieur le Président

Bourg-lès-Valence, le 3 décembre 2024

N/Réf. : gc/24-400/gmp

V/Réf. :

Objet : **Modification n°2 du PLU de la commune de Vienne**

P.J. :

Copie : District de la Vallée du Rhône – CE. COMMUNAY

Monsieur le Président,

Nous faisons suite à votre courriel du 18 novembre 2024 concernant la modification n°2 du PLU de la commune de Vienne, traversée par l'autoroute A.7 Nord.

Pour permettre une exploitation adéquate de l'ouvrage autoroutier et son adaptation dans le temps (adaptation à l'évolution du trafic, à l'évolution de la demande de nos clients et des normes de sécurité et environnementales), il importe que les documents d'urbanisme prennent en compte la présence de l'autoroute.

C'est la raison pour laquelle nous vous adressons nos recommandations.

Ces remarques sont à prendre en compte quel que soit le classement de l'autoroute retenu sur le plan de zonage (l'autoroute n'ayant pas vocation à s'inscrire dans une zone spécifique).

1- La juste définition de l'assiette foncière de l'Autoroute

Le domaine public autoroutier de l'A.7 Nord concédé à ASF (DPAC) sur le territoire de la commune de Vienne est un domaine délimité par décision ministérielle.

Les emprises du Domaine Public Autoroutier Concédé ne se limitent pas au seul tracé de l'autoroute. Le DPAC peut comprendre également des aires de repos ou de service avec présence d'enseignes commerciales, nos locaux d'exploitation ou encore les logements d'astreinte de notre personnel.

2- L'entretien et la maintenance de l'infrastructure autoroutière

L'ouvrage autoroutier est soumis à des règles de maintenance strictes dont l'objectif est d'assurer la sécurité des automobilistes ; à ce titre il est essentiel que votre document d'urbanisme (tant la partie réglementaire que graphique) permette nos interventions sur l'ensemble du DPAC ; ces opérations peuvent porter sur la chaussée, les bassins autoroutiers, les clôtures ou encore la végétation.

Chacune des zones concernées par le DPAC doit prendre en compte ces aspects. Ce qui implique une rédaction adaptée du règlement en 4 points :

■ ASF - Direction Régionale Provence Auvergne Rhône-Alpes
Pôle Infrastructures
BP 325 - Echangeur de Valence Nord
26503 Bourg-lès-Valence cedex
www.vinci-autoroutes.com

- **Caractéristiques des zones**

le règlement des zones sus désignées doit donc spécifier qu'elle englobe également le DPAC (Autoroute A7 Nord).

- **L'article 2** relatif aux « occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières » doit autoriser (Destination des constructions, usages des sols et natures d'activité) :
 - les constructions et aménagements nécessaires à l'activité autoroutière sans limite de surface de plancher sur l'unité foncière, y compris affouillements et exhaussements de sol qui y sont liés.
 - ainsi que les dépôts de matériaux strictement liés à l'exploitation de l'autoroute.
- **L'article 6** relatif à l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques » (Caractéristiques urbaine, architecture, environnementale et paysagère) doit préciser la distance de recul des constructions à respecter par rapport à l'axe de l'autoroute en cohérence avec l'article L 111-6 du Code de l'Urbanisme évoqué au point 4.
- **L'article 7** relatif aux « clôtures » doit prévoir expressément que les clôtures autoroutières ne sont pas soumises à déclaration préalable.

Les clôtures autoroutières sont implantées dans les emprises du Domaine Public Autoroutier Concédé, lequel est aménagé pour répondre à des impératifs réglementaires et de sécurité, indispensables à l'exploitation de l'infrastructure autoroutière.

3- Les évolutions programmées de l'Autoroute :

L'ouvrage autoroutier est régulièrement amené à évoluer dans le cadre par exemple de travaux de renouvellement des installations commerciales sur aires de service, des travaux de rétablissement de la continuité écologique, des aménagements pour la petite faune terrestre, des projets de diffuseurs, etc...

Nous demandons que ces travaux/projets soient bien pris en compte dans votre document d'urbanisme.

4- La maîtrise de l'urbanisation aux abords de l'autoroute

Dans les zones traversées par l'autoroute, les règles d'implantation des constructions par rapport à celle-ci doivent être clairement mentionnées.

- **Une marge de recul des constructions à respecter le long de l'autoroute**

La bande d'inconstructibilité des 100 mètres de part et d'autre de l'autoroute dans les **secteurs non urbanisés** prévue par l'article L 111-6 du code de l'Urbanisme doit apparaître à la fois dans les orientations d'aménagement et de programmation, le plan de zonage et le règlement des zones concernées.

En secteur urbanisé, une bande d'inconstructibilité doit être maintenue pour préserver le bon voisinage avec l'autoroute. Il conviendra donc qu'ASF soit consulté sur tout projet d'aménagement prévu à proximité de l'autoroute. La marge de recul à respecter devra être étudiée au cas par cas.

- **Une vigilance particulière sur les projets d'aménagements aux abords de l'autoroute qui peuvent avoir des incidences hydrauliques**

Tout aménagement de terrain, tendant à réduire les infiltrations des eaux zénithales dans les sols et à augmenter les écoulements empruntant les ouvrages hydrauliques de franchissement de l'autoroute, devra faire l'objet d'une étude spécifique relative aux incidences éventuelles sur les installations autoroutières. Cette étude devra vérifier que la protection de l'autoroute (chaussées, plate-forme, ouvrage d'art, etc.) est toujours assurée en période de crue centennale.

Il conviendra qu'ASF soit saisie à partir des éléments d'étude concernant les installations susceptibles d'entraîner des modifications, quelles qu'elles soient au réseau hydraulique existant : plans, profils, étude hydraulique. ASF pourra être amenée à émettre des réserves ou à faire part de son désaccord. Les adaptations des ouvrages du domaine public autoroutier rendues nécessaires par le projet seront à la charge du demandeur. A cet égard, le maintien d'une zone protégée de l'urbanisation à proximité des points de rejet d'eau pluviale de l'autoroute est de nature à préserver un espace foncier qui pourrait être utilisé afin d'installer le cas échéant des dispositifs de protection de la ressource en eau.

- **La bande de classement sonore de l'autoroute**

Le secteur affecté par le bruit des infrastructures routières (300m si catégorie 1 / 250m si catégorie 2 / 100m si catégorie 3) doit figurer à la fois dans l'annexe dédié aux « Périmètres de prescription acoustique et prescriptions d'isolement acoustique » et sur le plan de zonage.

Le contenu du règlement des zones concernées doit par ailleurs au minimum reprendre ou renvoyer vers les dispositions de l'arrêté du 30 mai 1996 relatif au classement sonore des infrastructures de transport terrestre.

5-La biodiversité

- **La suppression des Espaces Boisés Classés sur le DPAC**

Dans la même logique, nous demandons également le retrait des Espaces Boisés classés des emprises du Domaine Public Autoroutier Concédé. Pour des considérations d'entretien répondant à des exigences de sécurité, ASF doit pouvoir intervenir sur la végétation présente dans les emprises autoroutières.

6- Interdiction de la Publicité aux abords de l'autoroute

La commune de Vienne doit veiller à faire respecter la réglementation en matière de publicité le long des autoroutes qui a pour finalité **la sécurité de des automobilistes** désormais codifiée dans le Code de l'Environnement et le code de la Route.

Enfin, nous vous saurions gré de bien vouloir associer ASF à tout projet, toute réunion concernant l'utilisation des sols aux abords de l'autoroute.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien porter à nos recommandations, nous vous prions d'accepter, Monsieur le Président, nos salutations distinguées.



Yannick BERNARD
Chef de Pôle Infrastructures



Mission régionale d'autorité environnementale
Auvergne-Rhône-Alpes

**Avis conforme de la mission régionale d'autorité
environnementale sur la modification n°2 du plan local
d'urbanisme (PLU) de la commune de Vienne (38)**

Avis n° 2024-ARA-AC-3652

Avis conforme délibéré le 14 janvier 2025

Avis conforme rendu en application du deuxième alinéa de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd), qui en a délibéré le 14 janvier 2025 sous la coordination de Jean-Pierre Lestoille, en application de sa décision du 24 septembre 2024 portant exercice de la délégation prévue à l'article 18 du décret du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Igedd modifié par l'article 5 du décret n° 2023-504 du 22 juin 2023, Jean-Pierre Lestoille attestant qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis conforme.

Vu la directive n°2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment son article R.104-33 deuxième alinéa ;

Vu le décret n°2022-1025 du 20 juillet 2022 substituant la dénomination « Inspection générale de l'environnement et du développement durable » à la dénomination « Conseil général de l'environnement et du développement durable » ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable modifié par le décret n° 2023-504 du 22 juin 2023 ;

Vu l'arrêté du ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires du 30 août 2022 portant approbation du règlement intérieur de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe) en date des 5 mai 2022, 9 février 2023, 4 avril 2023, 19 juillet 2023, 22 février 2024, 6 juin 2024, 29 août 2024, 20 septembre 2024, et 3 décembre 2024;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes (ARA) adopté le 13 octobre 2020, et notamment son article 6 ;

Vu la demande d'avis enregistrée sous le n°2024-ARA-AC-3652, présentée le 18 novembre 2024 par la communauté d'agglomération de Vienne Condrieu Agglomération (38-69), relative à la modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vienne (38) ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé (ARS) en date du 21 novembre 2024 ;

Vu la contribution de la direction départementale des territoires de l'Isère en date du 20 décembre 2024 ;

Considérant que la commune de Vienne (Isère) compte 31 051 habitants sur une surface de 22,7 km², que le taux d'évolution annuel moyen de sa population entre 2015 et 2021 est de + 1,1 %, qu'elle fait partie de la communauté d'agglomération de Vienne Condrieu Agglomération et qu'elle est comprise dans le périmètre

du schéma de cohérence territoriale (Scot) des Rives du Rhône, dont l'armature urbaine l'identifie comme polarité d'agglomération ;

Considérant que le projet de modification n°2 a pour objet ; :

- de faire évoluer le règlement graphique, en :
 - modifiant le zonage du secteur de l'ancienne usine BEAL (passage de parcelles en zone Ui¹ à Ua²), afin de faciliter la reconversion de ces friches industrielles ;
 - intégrant la nouvelle gradation des zones Ub³ et Uc⁴ (nouvelles zones Uba et Uca), ayant pour effet des évolutions de zonage (zones Ua, Ub et Uc vers zones Uba, Uc et Uca), afin de faciliter l'intégration des nouvelles opérations dans le paysage bâti ;
 - modifiant le zonage du secteur dédié au nouveau musée d'Histoire de Vienne (passage de parcelles de la zone Ua à Ue⁵) afin de faciliter sa réalisation ;
 - faisant évoluer les zonages applicables sur le site de renouvellement urbain « Vienne-Sévenne » afin de faire correspondre les zones aux périmètres opérationnels actuellement envisagés et de ne pas bloquer l'opération (passage de secteurs 1AUa2⁶ en 1AUa1⁷, de secteurs 1AUa⁸ en zone Ub, de secteurs 1AUa en Ne⁹, suppression du linéaire commercial sur le site 1AUa) ;
 - mettant à jour les emplacements réservés par :
 - la suppression de l'emplacement réservé n°9 (aménagement carrefour Charlemagne) ;
 - la suppression d'une partie de l'emplacement réservé n°10 (création d'une voie – Charlemagne) afin de prendre en compte une zone humide dont l'existence a été révélée par des études environnementales ;
 - la suppression de l'emplacement réservé n°12 (chemin piétons cours Brillier et place St pierre) ;
 - l'ajustement de l'emplacement réservé n°13 (aménagement d'un parcours piétonnier) ;
- de faire évoluer le règlement écrit, en :
 - précisant les conditions d'implantation des panneaux photovoltaïques pour les zones Ua, Ub, Uc, 1AUa, 1AUc, 2AUc, A et N, dans les secteurs non concernés par le site patrimonial remarquable de Vienne ;
 - assouplissant les conditions d'implantation des piscines pour les zones Ua, Ub, Uc, 1AUa, 1AUc, 2AUc, A et N ;

1 Ui : Secteurs à dominante d'activités économiques.

2 Ua : zone de bâti historique dominant, multifonctionnelle correspondant au centre historique et les anciens faubourgs.

3 Ub : Espaces urbains multifonctionnels denses aux formes urbaines hétérogènes.

4 Uc : Espaces à dominante pavillonnaire.

5 Ue : Secteurs à dominante d'équipements d'intérêt collectif.

6 1AUa2 : seconde phase d'urbanisation.

7 1AUa1 : prioritaires dans l'ordre d'urbanisation, avec plusieurs zones en fonction de la configuration opérationnelle du foncier.

8 1AUa : secteur de renouvellement urbain de Vienne Sévenne.

9 Ne : secteur de réaménagement des abords de la Sévenne dans le cadre du projet de renouvellement urbain Vienne Sévenne.

- adaptant les règles de hauteur dans la zone Ua ; la limite actuelle est fixée à 19 mètres et pourra être adaptée en autorisant 1 niveau de plus à la hauteur des 19 mètres pour s'ajuster à la hauteur des bâtiments avoisinants ;
- rappelant la définition de l'agrivoltaïsme ;
- renforçant dans les zones U et AU les règles en matière de végétalisation, en intégrant l'obligation de plantation d'un arbre pour 100 m² de pleine terre ;
- précisant la définition de la notion de pleine terre végétalisée ;
- ajustant les dispositions relatives à l'implantation des annexes en zone Ub en exigeant un retrait minimal de 4 mètres ;
- apportant des précisions sur l'application des règles de stationnement, afin de rappeler que quand l'extension d'habitations existantes n'est pas génératrice d'un nouveau logement, il n'est pas exigé plus de places de stationnement ;
- adaptant la formulation des protections paysagères identifiées au titre de l'article L.151-19 du code de l'urbanisme et en renforçant les règles de préservation des espaces arborés ;
- intégrant une gradation des zones Ub et Uc (nouvelles zones Uba et Uca), consistant en la définition de règles spécifiques en matière de hauteur des constructions, de traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions et de stationnement ;
- encadrant plus strictement la mise en place de projets photovoltaïques au sol en zones A et N ;
- modifiant, en lien avec les évolutions de zonage prévues sur le secteur « Vienne-Sévenne », les dispositions propres à la zone 1AUa (fixation d'une hauteur maximale des constructions à 23 mètres au lieu de 21 mètres et 5 niveaux sur rez-de-chaussé, suppressions des mentions liées à la zone 1AUa2 qui n'existe plus, ajustement des règles relatives aux façades) ;
- intégrant en annexe la nouvelle charte colorimétrique des devantures commerciales ;

Considérant que la modification du PLU comprend en partie des points ayant pour objectif de préciser l'écriture de certaines dispositions dans les règlements écrit et graphique, afin de faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme ou de répondre à des besoins d'évolutions ; que ces modifications ne portent pas atteinte aux protections environnementales établies sur le territoire ; qu'en outre, plusieurs points de dévolution doivent permettre une meilleure prise en compte de la nature en ville ;

Considérant que le projet de modification ne prévoit aucune extension de zone urbaine impliquant la réduction de l'emprise de zones agricoles A et de zones naturelles N ;

Considérant que les évolutions du PLU proposées dans le cadre de sa modification ne sont pas susceptibles d'impact notable sur les continuités écologiques, les milieux naturels et la biodiversité, ni sur les risques naturels, le paysage, l'air, et les besoins en eau et assainissement du territoire concerné ;

Rappelant qu'en matière de prise en compte des risques sanitaires, le territoire communal¹⁰ :

10 L'auto-évaluation aborde les enjeux du radon, du moustique tigre, de l'ambrosie, des chenilles processionnaires, du plomb, de la renouée du Japon et des pollens tout en précisant que le PLU n'a pas vocation à traiter ces thématiques. Or bien au contraire, en application des articles [L.101-2 4° et 5°](#) et [R.151-3](#) du code de l'urbanisme le PLU doit s'en emparer en tant qu'outil de planification qui encadre les opérations de construction. Ainsi, par exemple, une prise en compte durable et efficiente du risque lié au moustique tigre nécessite une réflexion lors de la conception des projets d'urbanisme pour ne pas créer d'espaces pouvant constituer des gîtes larvaires.

- est classé en « potentiel radon 3 », le niveau le plus élevé ; les propriétaires ou exploitants d'établissements recevant du public doivent mettre en œuvre une surveillance de cette exposition en application de l'article R.1333-33 et suivants du code de la santé publique ; pour les autres usages de bâtiments, la collectivité territoriale compétente doit informer du risque lié au radon, notamment par le biais des documents et des autorisations d'urbanisme ;
- comme la majorité du territoire du département de l'Isère a été colonisé par l'*Aedes albopictus* (dénommé « moustique-tigre », potentiel vecteur de maladies comme la Dengue, le Chikungunya et Zika) ; le risque induit d'apparition de pathologies autochtones constitue un véritable enjeu de santé publique à prendre en compte dans l'aménagement du territoire ; il revient donc au PLU de présenter des informations ou un dispositif visant à réduire le risque de prolifération de cette espèce exotique envahissante par des mesures spécifiques conduisant à éviter la stagnation de l'eau favorable au développement des moustiques ;

Concluant qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date du présent avis, le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vienne (38) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Rend l'avis qui suit :

La modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Vienne (38) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; elle ne requiert pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Conformément aux articles R.104-33, R.104-36 et R.104-37 du code de l'urbanisme, au vu du présent avis, il revient à la personne publique responsable du projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de prendre la décision à ce sujet et d'en assurer la publication.

Le présent avis sera joint au dossier d'enquête publique ou de mise à disposition du public.

L'avis est mis en ligne sur le site internet de l'autorité environnementale.

Pour la mission régionale d'autorité
environnementale Auvergne-Rhône-
Alpes et par délégation, son membre

Jean-Pierre Lestoille